



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

Service Protection de l'environnement  
Tél. : 05 24 73 38 00  
Mél : [ddpp-env@gironde.gouv.fr](mailto:ddpp-env@gironde.gouv.fr)

Bruges, le 18 février 2026

Réf : 2026-00693

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 janvier 2026

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCEA CAMBON LA PELOUSE**

69, Route de Louens  
33460 MACAU

**1) Contexte.**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2026 de l'établissement de la société SCEA CAMBON LA PELOUSE, implanté 69, Route de Louens à MACAU (33460). L'inspection a été annoncée le 18 décembre 2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA CAMBON LA PELOUSE
- 69, Route de Louens - 33460 MACAU
- Siret : 35334174600025
- Code AIOT dans GUN : 0053326503
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCEA CAMBON LA PELOUSE exploite un établissement de préparation, conditionnement de vins pour un volume de production d'environ 2843 hl/an. À ce titre, cet établissement relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2251 « Préparation, conditionnement de vins » de la nomenclature des installations classées.

Son exploitation est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an)*.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions générales
- Cessation d'activités

## 2) Constats.

### 2.1) Introduction.

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2.2) Bilan synthétique des fiches de constats.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2  | Notification de cessation               | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-66-1     | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 3  | Obligations liées à la mise en sécurité | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV. | Demande d'action corrective  | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                                 | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|-------------------|
| 1  | Installations soumises à déclaration | Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-8 | Sans objet        |

### 2.3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats.

L'inspection du mercredi 28 janvier 2026 a permis de constater la cessation des activités de préparation de vins sur le site.

Dans le cadre de la mise en sécurité du site, les mesures destinées à interdire ou limiter l'accès au site et celles à supprimer le risque incendie ont été prises.

Quelques déchets restent à évacuer.

La procédure de cessation d'activité et de remise en état d'une ICPE reste à réaliser par l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R. 512-66-1 et R. 512-75-1 du code de l'environnement.

### 2.4) Fiches de constats.

#### N° 1 : Installations soumises à déclaration

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-8   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.<br>La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6. |
| <b>Constats :</b><br>L'établissement a fait l'objet d'une déclaration initiale le 19 décembre 2005 ; le récépissé 063302 a été délivré le 13 janvier 2006 à la société SC de la Gironville.<br>Conformément aux dispositions du code de l'environnement, la société SCEA CAMBON LA PELOUSE a renouvelé la déclaration de l'établissement le 26 février 2024, pour une activité de préparation de vins de 2843 hl/an. La preuve de dépôt A-4-EQ6S1D3KN a été délivrée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 2 : Notification de cessation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-66-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.<br>Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :<br>- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;<br>- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 2 du présent chapitre lorsque la mise à l'arrêt définitif concerne également une ou plusieurs installations soumises à enregistrement.<br>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. |
| <b>Constats :</b><br>Aucune activité de préparation de vin n'a été réalisé en 2024 et 2025 au sein de l'établissement de la société SCEA CAMBON LA PELOUSE selon les propos de l'exploitant.<br>Ce dernier a indiqué que le site était mis en vente. La poursuite de l'activité de préparation de vins n'est pas certaine et dépendrait du souhait de l'acquéreur.<br>À ce jour, la société SCEA CAMBON LA PELOUSE n'a pas notifié au Préfet la date de mise à l'arrêt  |

définitif de l'installation, la liste des terrains concernés et les mesures prises pour assurer, la mise en sécurité du site et le calendrier associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Obligations liées à la mise en sécurité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

**Constats :**

Lors de l'inspection, les interdictions et les limitations d'accès au site ont pu être appréciés : les bâtiments clos, et télésurveillance.

Des extincteurs sont répartis sur le site (intérieur/extérieur).

La station d'épuration du site est maintenue fonctionnelle et collecte des eaux pluviales.

Il a été constaté la présence de matériel agricole, d'équipement divers, de palettes bois, de 2 cuves ainsi que de 2 bidons non identifiés dont un ouvert et partiellement rempli.

La gestion de ces équipements et déchets reste à préciser et à intégrer dans la notification de cessation d'activités.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois